

Béatrice Delvaux Éditorialiste en chef

Et voilà les francophones, soudain, accusés d'ethnocide...

Il est de vieux plats que certains aiment réchauffer dès qu'ils sentent l'approche de l'élection. Le CD&V Hendrik Bogaert n'a ainsi pas pu s'empêcher de remuer les vieilles aigreurs flamandes. C'est à la Chambre, dans le cadre de la commission des affaires intérieures, que le député, habitué de ces sorties cinglantes, a qualifié de « génocide » les faits commis au Congo au XIX^e siècle, en marge non d'un débat sur des excuses à présenter au Congo mais sur l'exécution pour désertion de soldats belges durant la Première Guerre mondiale.

En 2013 en effet, les proches de ces soldats avaient demandé au gouvernement de restaurer leur honneur et de leur présenter des excuses après qu'une étude a prouvé que leur exécution était le résultat d'erreurs de procédure grossières.

Le gouvernement ayant commandité sa propre étude, c'est Charles Michel qui en présentait le contenu à la Chambre il y a deux semaines. « Mais, commente l'historien Marc Reynebeau dans *De Standaard*, ce ne sont pas les soldats morts qui intéressaient Hendrik Bogaert mais, alors qu'il n'avait pas encore lu le rapport, il a décidé que l'affaire avait trait à des soldats flamands jugés en français. »

Bogaert lie alors la logique du

génocide au Congo avec ce qu'il nomme « l'ethnocide » perpétré par des francophones. Soit la tentative de destruction systématique de la culture néerlandaise flamande en Belgique. Le député fait le lien entre les deux « monstruosités » en désignant leurs exécutants : le régime francophone belge de l'époque. Et d'exiger les excuses du gouvernement.

Un conflit de nature sociale

Marc Reynebeau, qui a déjà remis à plusieurs reprises à leur juste place ces mythes, erronés, dont se nourrissent le flamingantisme et le nationalisme flamand, est ici à nouveau catégorique.

Primo, le conflit de l'époque était de nature sociale : « L'oppression à laquelle Hendrik Bogaert fait allusion a tout à voir avec la structure de classes capitaliste. Avec en Belgique d'un côté, l'élite bourgeoise, la noblesse et le clergé qui pratiquaient la langue de l'élite - le français - et de l'autre côté, les "basses classes" qui parlaient leur dialecte, qu'il soit flamand ou wallon. La ligne de séparation n'était donc pas verticale, entre les groupes linguistiques, mais horizontale, entre les classes sociales. »

Deuzio, cette élite, rappelle Reynebeau, n'avait de fait pas de respect pour le néerlandais et associait comme beaucoup en

Flandre, le français avec le progrès et la civilisation. Mais de là à vouloir l'éradiquer ? « Cela n'a pas préoccupé l'élite. Et il n'est pas plus évident qu'elle ait tenté de détruire la culture flamande. L'histoire nationale belge souligne très volontiers d'ailleurs au 19^e siècle la tradition flamande, les villes moyenâgeuses, *Uilenspiegel*. Quant à Léopold I^{er}, il a subsidié les romans historiques d'Hendrik Conscience. »

L'estocade

In cauda venenum. En conclusion de sa ravageuse et implacable chronique, l'historien donne l'estocade au député : « Heureusement que M^r Bogaert n'a pas regardé qui incarnait alors le "régime belge". Tous les gouvernements entre 1884 et 1916, la période dont il parle, étaient des cabinets catholiques homogènes, dirigés par des hommes politiques originaires d'Ypres, Ostende, Gand, Courtrai, Louvain et Mol, tous des Flamands géographiques donc. (...) Si des excuses étaient ici nécessaires, c'est de Bogaert et de son CD&V, l'héritier du Parti catholique de l'époque, qu'elles devaient être exigées. »

Il en faut plus pour démonter le député qui, dans une réponse au journal flamand, maintient ses

accusations. « *Cela va plus loin que l'indifférence et le sentiment de supériorité de la bourgeoisie et de l'aristocratie francophone, mais cela a trait à la discrimination linguistique.* » Et de suggérer en réparation que les Flamands puissent choisir un jour, « par exemple le lundi », où ils pourraient ne parler que le néerlandais à Bruxelles.

Fantômes du passé

Ah ! les fantômes de ce passé entre Flamands et francophones... Dans son livre *La N-VA expliquée aux francophones*, Luc Barbé plaide pour l'organisation d'un dialogue de mémoire, sur le mode proposé par l'historien Geert Buelens qu'il cite : « *Nous ressassons sans fin des histoires d'un passé lointain pour démontrer le bien-fondé de nos positions dans les discussions actuelles. Avant de passer à la phase suivante de la réforme de notre Etat, il faudrait d'abord parler d'histoire. Pendant un mois révolu se réuniraient des historiens, des responsables politiques, des leaders religieux et des citoyens des quatre coins du pays, sous la présidence d'historiens respectés. Nous écouterions et reconnaitrions pour légitimes les normes de l'autre. Une toute dernière fois, nous brandirions nos vieux fantômes de façon à ce que l'autre partie les reconnaisse.* »

Hendrik Bogaert, à bon entendre... ■

Marc Reynebeau à Hendrik Bogaert - ici, photographié lors d'un vote à la Chambre :
« C'est de vous et de votre parti, le CD&V, qu'on devrait exiger des excuses, au regard de ce que l'histoire nous apprend des faits que vous dénoncez. » © BELGA